

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Emissions et cotations

Valeurs françaises

MY SHARE EDUCATION

Société Civile de Placement Immobilier à capital variable régie par les articles 1832 et suivants du Code civil, L. 214-1, L. 214-24 à L. 214-24-233, L. 214-86 à L. 214-120, L. 231-8 à L. 231-21, D. 214-32 à D. 214-32-8, R. 214-130 à R. 214-160 et suivant du Code Monétaire et Financier, L.231-1 à L. 231-8 du Code de commerce, les dispositions du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, par tous les textes subséquents et ses statuts.

Siège Social : 15 Place Grangier - 21000 DIJON – 979 740 412 RCS DIJON.

Objet Social :

La Société a pour objet, en Europe (zone euro) :

- l'acquisition directe ou indirecte, y compris en l'état futur d'achèvement d'un patrimoine immobilier en vue de sa location et de sa gestion locative ;
- l'acquisition et la gestion d'immeubles qu'elle fait construire exclusivement en vue de leur location ;
- l'acquisition de parts de sociétés de personnes, de parts de sociétés civiles de placement immobilier, de parts ou actions d'organismes de placement immobilier collectif ;
- et plus généralement, l'acquisition directe ou indirecte, la gestion et la cession de tout actif éligible au sens de la Réglementation Applicable.

Pour les besoins de cette gestion, elle peut procéder à des travaux de toute nature dans ces immeubles, notamment les opérations afférentes à leur construction, leur rénovation, leur entretien, leur réhabilitation, leur amélioration, leur agrandissement, leur reconstruction ou leur mise aux normes environnementales ou énergétiques.

A titre accessoire, elle peut acquérir, directement ou indirectement, en vue de leur location, des meubles meublants, des biens d'équipement ou tous biens meubles affectés aux immeubles détenus et nécessaires au fonctionnement, à l'usage ou à l'exploitation de ces derniers, ainsi que procéder à l'acquisition directe ou indirecte, l'installation, la location ou l'exploitation de tout procédé de production d'énergies renouvelables, y compris la revente de l'électricité produite.

Elle peut, en outre, céder des éléments de patrimoine immobilier dès lors qu'elle ne les a pas achetés en vue de les revendre et que de telles cessions ne présentent pas un caractère habituel.

Elle peut enfin contracter des emprunts, assumer des dettes ou procéder à des acquisitions payables à terme, dans la limite d'un montant maximum fixé par l'Assemblée Générale Ordinaire des associés.

Durée : 99 ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

CONDITIONS DE L'OFFRE AU PUBLIC :

- CAPITAL SOCIAL INITIAL : 2 313 760 € divisé en 14 461 parts de 160 € de valeur nominale.
- CAPITAL SOCIAL STATUTAIRE MAXIMUM : 150 000 000 € divisé en 937 500 parts de 160 € de valeur nominale.

Conformément aux pouvoirs qui lui sont conférés par les statuts, la Société de Gestion a décidé de modifier comme suit le prix de la part, avec date d'effet au 1er décembre 2025 :

Nouveau prix de souscription de la part.

Les parts sont émises au nouveau prix de 202,00 € se décomposant comme suit :

- Valeur nominale : 160,00 €
- Prime d'émission : 42,00 €

Conformément aux Statuts, la commission de souscription est fixée à 8 % HT (à majorer de la TVA au taux en vigueur, soit 9,60% pour un taux de TVA à 20%) du prix de souscription des parts, prime d'émission incluse. Cette commission rémunère la prospection des capitaux.

Nouveau prix de souscription (net de tous autres frais) : 202,00 €

Nouveau prix de retrait de la part.

Le nouveau prix de retrait s'établit à 185,84 € se décomposant en :

- Prix de souscription (prime émission incluse) : 202,00 €
- Commission de souscription de 8 % HT, soit 16,16 €

Minimum de souscription : Tout souscripteur, non associé de MY SHARE EDUCATION doit souscrire un minimum de 30 parts. Aucun minimum n'est requis pour les souscriptions suivantes.

Entrée en jouissance : Les parts souscrites portent jouissance le premier jour du 6^{ème} mois suivant le mois de la souscription et de la réception des fonds.

La note d'information ayant reçu de l'Autorité des marchés financiers le visa n° 23-09 en date du 3 octobre 2023 et ses actualisations sont disponibles au siège social.